

RECHERCHE VACCIN DÉSESPÉRÉMENT

Plusieurs « piqûres » sont introuvables dans les pharmacies. Une pénurie qui pourrait se révéler dommageable pour la santé publique. Et qui ravive la défiance des Français vis-à-vis de la vaccination.

PAR CLOTILDE CADU

L'épidémie sévit depuis des mois. Elle provoque des accès de fièvre et des poussées de boutons chez un grand nombre de patients. Rarement les professionnels de santé avaient vu pareille contagion : pas une semaine ne se passe sans que soit signalé un nouveau cas. Ce n'est pas la rougeole, ni la grippe, mais tout aussi potentiellement dangereux pour la santé publique : voilà près d'un an que s'est installée une pénurie de vaccins. Quand ce n'est pas la « piqûre » contre la tuberculose – le BCG – qui est introuvable, c'est celle contre l'hépatite A. Quand ce n'est pas le vaccin contre le tétanos qui est indisponible, c'est celui contre la fièvre typhoïde. En tout, une douzaine de références manquent à l'appel, soit 8 % des vaccins disponibles en France, selon le recensement effectué par l'ordre des pharmaciens. Depuis le 1^{er} février 2015, 16 231 ruptures d'approvisionnement en « piqûres » ont été signalées par les officines. Il faut compter en moyenne 49,7 jours pour être de nouveau ravitaillés... quand cela est

possible. Car certains vaccins ont tout bonnement disparu. La situation donne lieu à des scènes inédites : des patients qui font le tour des pharmacies pour trouver le précieux sérum, franchissant parfois même la frontière ; des files d'attente dans les centres de protection maternelle et infantile (PMI), seul endroit où sont distribués, au compte-gouttes, les vaccins contingentés ; des futurs vaccinés complètement paniqués...

Alors que les Français rechignent à tendre leur bras sous l'aiguille, ces ruptures de stock à répétition accroissent encore la défiance vis-à-vis de la vaccination, avec les risques en termes de santé publique (baisse de la couverture vaccinale, retour de maladies pourtant contrôlées...). Les

parents de jeunes enfants sont devenus très méfiants – non sans raison. Le seul vaccin obligatoire pour les nourrissons, le DT-Polio sans aluminium, n'est plus disponible. Sa vente a été suspendue en 2008, officiellement en raison d'une augmentation de ses effets indésirables. La « piqûre » a été remplacée par des vaccins dits tétra-, penta- et hexavalents : en plus du DTP, ils contiennent un anticoagulant, un antiméningite bactérienne et, pour les derniers, un antihépatite B, non obligatoires mais fortement recommandés. Mais, depuis le début de l'année, les tétra- et pentavalents ne sont plus disponibles, obligeant les familles à opter pour l'hexavalent. Un certain nombre de parents se sentent floués, contraints

**POURQUOI UN ÉTAT COMME LA FRANCE
N'EST-IL PAS EN MESURE D'EXIGER
DES LABORATOIRES QU'ILS FOURNISSENT
LES VACCINS NÉCESSAIRES ?**





christelle besseyre / la république du centre / maxppp

par la force des choses à injecter à leur nourrisson un vaccin dont ils ne veulent pas, contenant, qui plus est, de l'aluminium dont ils se méfient. Signes de cette défiance : des couples jusqu'au-boutistes n'hésitent plus à se mettre en infraction en refusant de faire vacciner leur bébé, 759 564 personnes ont approuvé la pétition aux relents antivaccinalistes lancée par le Pr Henri Joyeux pour le retour du DT-Polio simple, 101 378 ont adhéré à celle de l'association E3M pour la suppression de l'aluminium dans les vaccins, soupçonné de provoquer des maladies auto-immunes...

Pourtant, face aux interrogations, légitimes, les autorités sanitaires se contentent d'insister sur l'importance de la vaccination, sans répondre aux questions. « *La vaccination est fondamentale* », disait la ministre de la Santé, Marisol Touraine, en août. Mais, après les scandales sanitaires de ces dernières années, la désastreuse campagne de lutte contre la grippe A (H1N1) en 2009, la parole publique est décrédibilisée. Que cachent ces pénuries ?

Pourquoi un Etat comme la France n'est-il pas en mesure d'exiger

EN TOUT, UNE DOUZAIN
de références
manquent à l'appel,
soit 8 % des vaccins
nécessaires.

des laboratoires pharmaceutiques qu'ils fournissent les vaccins nécessaires ? « *J'ai l'impression que cela arrange tout le monde, ce manque* », souffle Didier Lambert, le président de E3M. Les autorités sanitaires, d'une part, qui ont vu remonter le taux de vaccination contre l'hépatite B, boudée depuis la campagne de vaccination massive des années 90, les laboratoires, d'autre part : le vaccin combiné hexavalent est vendu près de 40 € ; le DTP simple disparu, à peine plus de 6 €.

INFORMER ET DÉBATTRE

De façon plus prosaïque, des difficultés de production affectent les industriels. Des vaccins, comme celui contre l'hépatite A, ont fait les frais d'une inondation sur leur site de production. D'autres sont victimes d'une hausse spectaculaire et non anticipée de la demande mondiale. Ceux contre la coqueluche sont ainsi très recherchés. « *Il y a eu une épidémie en 2012. Dix-sept pays ont fait entrer dans leur calendrier le vaccin contre la coqueluche. Cela a généré une demande imprévue. Nous souffrons*

aussi d'un problème de rendement avec la souche coqueluche », détaille Jean-Yves Lecoq, secrétaire général et directeur de la communication de GSK France, un leader sur le marché des vaccins. La demande mondiale a dépassé l'offre. Pour tenter de faire face, GSK dit privilégier les livraisons de vaccins selon les préconisations sanitaires de chaque Etat. Ainsi, en France, si seul le vaccin pédiatrique hexavalent est disponible, c'est parce que c'est celui que recommandent les autorités sanitaires – neuf bébés sur 10 sont immunisés avec celui-ci. Les pays qui favorisent le pentavalents sont, de la même manière, livrés en priorité avec celui-ci. « *Les tensions sont mondiales. Nous travaillons à améliorer la situation, mais c'est très long* », dit encore Jean-Yves Lecoq, précisant que le vaccin, complexe et très long à produire passe 175 contrôles qualité tout au long de sa vie. En attendant un retour à la normale, sans doute pas avant 2016, les Français devront se satisfaire des solutions alternatives proposées par les autorités sanitaires : substituer un vaccin à un autre, retarder, sans l'oublier, un rappel...

Une fois de plus, la situation souligne combien il est indispensable d'ouvrir, enfin, un vrai débat sur la vaccination. L'obligation vaccinale est-elle encore utile ? Toutes les piqûres inscrites au calendrier vaccinal sont-elles nécessaires ? Quels sont leurs effets indésirables ? « *Le citoyen doit être mis au centre* », plaide Jean-Louis Koeck*, responsable du centre de vaccination internationale de l'hôpital d'instruction des armées Robert-Picqué, près de Bordeaux, et animateur du site mesvaccins.net. « *Le vrai défi, aujourd'hui, c'est celui de l'information. Elle doit être personnalisée. Il faut arrêter l'information verticale !* » poursuit le médecin biologiste, pour qui, en matière de vaccination, « *mieux vaut convaincre qu'obliger* ». La ministre de la Santé doit très prochainement recevoir un rapport sur la vaccination. Des annonces devraient rapidement suivre. ■

* Jean-Louis Koeck déclare ne pas avoir de lien d'intérêt avec l'industrie pharmaceutique.